

Reynders : « À l'ONU, on ne demandera pas toujours l'avis de la Hongrie »

La Belgique est entrée hier dans la cour des grands, en obtenant suffisamment de votes pour obtenir un siège au Conseil de sécurité de l'ONU - 181 voix sur 188. Didier Reynders plaide pour une approche européenne coordonnée au Conseil de sécurité mais avec une spécificité belge. « *L'approche européenne, c'est d'abord aligner la diplomatie européenne et les différentes diplomaties nationales. Comment faire passer le même message avec des voix différentes,* explique le ministre des Affaires étrangères dans un entretien au *Soir*. *Sur certains dossiers, il y aura une position européenne, mais nous ne demanderons peut-être pas toujours à la Hongrie si elle est d'accord avec nous...* » Par ailleurs, la Belgique compte bien mettre en avant son expertise sur l'Afrique centrale. « *Nous allons jouer un rôle spécifique comme sur les enfants dans les conflits armés. On pourrait reprendre la présidence du groupe de travail.* » ■

Reynders : « Nous ne demanderons pas toujours l'avis de la Hongrie »

ONU La Belgique a obtenu 181 votes sur 188 pour siéger au Conseil de sécurité

► Le ministre des Affaires étrangères plaide pour une approche européenne coordonnée au Conseil de sécurité mais avec une spécificité belge.
► Et il compte mettre en avant l'expertise belge sur l'Afrique centrale.

NEW YORK

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL

Juste avant le vote sur l'attribution des sièges non permanents au Conseil de sécurité, Didier Reynders a répondu à nos questions sur ses priorités pour ce mandat de deux ans.

Quels sont les dossiers prioritaires dans lesquels la Belgique compte s'impliquer durant les deux années au Conseil ?

Pour les dossiers qui sont à l'agenda du Conseil de sécurité, nous allons intervenir avec notre expertise particulière sur l'Afrique centrale. Le Congo vient régulièrement à l'agenda. On a vu aussi une évolution ces derniers jours au Burundi avec l'annonce du président Nkurunziza de ne pas se présenter après 2020.

Comment analysez-vous cette volte-face alors qu'il a tout fait pour que la Constitution lui permette de rester au pouvoir jusqu'en 2034 ?

C'est plutôt une bonne chose mais il reste encore à travailler sur un dialogue avec l'opposition. Ce n'est pas parce que le président ne se représente pas que les élections vont se dérouler de manière suffisamment ouverte et de manière inclusive avec l'ensemble des forces de

l'opposition. Nous suivons tout cela avec l'Union européenne et l'Union africaine. J'en ai parlé jeudi avec Nikki Haley (la représentante permanente américaine au Conseil de sécurité, NDLR). Nous sommes sur la même ligne en ce qui concerne l'organisation des élections du 23 décembre au Congo. Ce que nous avons essayé de faire, c'est de maintenir systématiquement ce dossier à l'agenda au niveau européen comme au niveau des Nations unies.

Et pour les autres dossiers ?

Nous allons jouer un rôle spécifique comme j'en ai parlé avec la représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU sur

les enfants dans les conflits armés. On pourrait reprendre le rôle de la Suède qui préside jusqu'à la fin de l'année le groupe de travail sur ce sujet avec une spécificité, c'est que jusqu'ici nous avions une expertise en Afrique centrale. Maintenant, nous sommes confrontés au même problème chez nous avec les enfants de moins de douze ans qui sont en Syrie et en Irak. Et avec des jeunes adolescents qui ont parfois commis des actes très graves.

Cela concerne combien d'enfants ?

Des évaluations sont faites par l'Ocam. On est autour de la centaine. Il faut d'abord les identifier, vérifier leur nationalité et voir ensuite comment organiser leur retour.

M^{me} Merkel souhaite une approche plus européenne au Conseil de sécurité.

« L'approche européenne, c'est d'abord

aligner la diplomatie européenne et les différentes diplomaties nationales »

Vous partagez cet avis ?

Nous allons évidemment avoir une approche européenne. J'ai rencontré Federica Mogherini récemment et nous n'avons parlé que de cela. L'approche européenne, c'est d'abord aligner la diplomatie européenne et les différentes diplomaties nationales. Comment faire passer le même message avec des voix différentes. Au Conseil de sécurité, nous venons sans agenda national. Nous comptons avoir un rôle actif dans plusieurs dossiers et si nous pouvons le faire en coordination avec la France et la Grande-Bretagne, deux membres permanents du Conseil de sécurité, avec l'Allemagne qui arrive en même temps que nous et avec la Pologne qui sera encore là l'an prochain, tant mieux. Sur certains dossiers, il y aura une position européenne, mais nous ne demanderons peut-être pas toujours à la Hongrie si elle est d'accord avec nous... Le but, c'est d'avoir la meilleure coordination entre les membres européens du Conseil de sécurité avec le Service d'action extérieure, mais avec une touche spécifique.

Il n'y a plus d'ambassadeur belge à Kinshasa depuis fin janvier...

C'est notre consul général de Lubumbashi qui a repris le rôle à Kinshasa. C'est lui qui est en place mais pas comme ambassadeur en titre. Nous n'avons pas depuis longtemps d'ambas-

sadeur congolais à Bruxelles. J'ai lancé une invitation permanente à mon collègue congolais, qu'ils étaient les bienvenus et que si on pouvait rouvrir la maison Schengen, reprendre une démarche bilatérale correcte avec peut-être la réouverture des consulats (le belge à Lubumbashi et le congolais à Anvers), je n'ai aucun problème à imaginer de rééchanger des ambassadeurs. Pour l'instant, avec la multiplication des mesures unilatérales prises du côté congolais, ce qui nous intéresse surtout c'est de faire évoluer la situation politique au Congo. Ce qu'il faut maintenant, c'est qu'il y ait une pression suffisante de tous les acteurs pour aller vers des élections le 23 décembre. Ce n'est pas uniquement l'organisation des élections qui compte, il faut aussi qu'elles soient ouvertes avec un espace public suffisamment large. Depuis quelques semaines, je constate qu'il y a une convergence de points de vue entre les pays de la région. La Constitution doit être respectée et le président ne peut pas être candidat. C'est un point de vue largement partagé au sein de l'Union africaine et de l'Union européenne. Les États-Unis ont le même point de vue et le Conseil de sécurité également. Nous n'avons pas de problème particulier avec le Congo. Il y a simplement une crise politique à Kinshasa qui doit être réglée. ■

Propos recueillis par
PHILIPPE DE BOECK

LE VOTE**« Un soutien très large »**

Il aura fallu un peu plus d'une heure et un seul tour pour que les résultats du vote sur papier et à bulletin secret soient annoncés à l'Assemblée générale. Les noms des cinq nouveaux pays qui siégeront en 2019 et 2020 au Conseil de sécurité comme membres non permanents sont connus. Le verdict est tombé à 11h08 heure de New York. Si la Belgique et l'Allemagne étaient assurées de décrocher chacune un siège suite au retrait d'Israël dans le même groupe, il n'y a même pas eu de suspense pour le seul siège « Asie-Pacifique » que se disputaient l'Indonésie et les Maldives. C'est l'Indonésie qui a décroché le siège tant convoité avec 144 voix contre 46 seule-

ment pour les Maldives. Les deux autres nouveaux venus au Conseil de sécurité sont la République dominicaine (148 voix) et l'Afrique du Sud (183). Il fallait une majorité des deux tiers pour être élu. Les cinq futurs membres non-permanents remplaceront les Pays-Bas, la Suède, l'Éthiopie, le Kazakhstan et la Bolivie. Quelques secondes après l'annonce des résultats, Didier Reynders a été félicité par les représentants des pays qui se trouvent juste à côté de la Belgique par ordre alphabétique à l'Assemblée générale, soit le Burundi, Belize et la Biélorussie. « C'est bien la preuve que nous bénéficions d'un soutien très large au sein de l'Assemblée générale », a déclaré Didier Reynders quelques minutes après le vote. On sait très bien qu'il y a toujours l'un ou l'autre pays qui va

s'abstenir ou ne pas voter en notre faveur parce que nous avons des positions très arrêtées sur un certain nombre de dossiers. C'est ça notre rôle, y compris au Conseil de sécurité. Il faut parfois s'exprimer de manière ferme sur un certain nombre de dossiers concrets. Je m'étais fixé 180 comme limite, ce qui était le score de la dernière fois, on est à 181. Je suis donc très satisfait, nous allons pouvoir commencer le travail avec déjà pas mal de rendez-vous prévus dès la semaine prochaine. » C'est la raison pour laquelle le ministre des Affaires étrangères reste à New York jusqu'à mardi prochain. Lors de leur mandat (du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2020), les ambassadeurs vont assurer chacun un mois de présidence du Conseil, ce qui représente un travail considérable d'organisation et de planification.

PH. DB. À NEW YORK